



Groupe socialiste du
Conseil de ville de Delémont

Delémont, le 30 septembre 2019

Question écrite

Rapports de travail : va-t-on vers une précarisation toujours plus étendue ?

Chaque année le rapport du Département de la cohésion sociale, de la jeunesse et du logement nous informe sur divers aspects de l'évolution sociétale à Delémont. Des informations complémentaires concernant la cohésion sociale et les moyens de l'améliorer avaient été données le 26 novembre 2018 par Mme Gelso dans sa réponse à la motion 5.05/18.

Nous demandons au département CSJL un supplément d'informations sur un aspect complémentaire, l'évolution des rapports de travail. Nous souhaitons savoir si nous allons vers une précarisation toujours plus étendue ? Plus précisément nous souhaitons connaître le taux de couverture des assurances sociales AVS et deuxième pilier de la population delémontaine âgée de 25 à 65 ans, ainsi que l'évolution de ce taux.

Il n'y a pratiquement pas un jour sans que l'on entende parler des changements des rapports de travail dans le domaine des services mais également dans la production. Cela a commencé il y a des années mais le succès mondial du contrôle (pour ne pas dire de la prise en otage) des services de taxis par UBER et de l'hôtellerie parallèle par Airbnb accélère la croissance de la catégorie des salariés au statut mal défini. Selon diverses sources, ces personnes sont non seulement sous-payées mais elles ne cotisent pas ou peu aux assurances, un peu à AVS peut-être, mais pas au 2^{ème} pilier. Si à brève échéance cette évolution ne paraît pas poser de problèmes, qu'advient-il de ces personnes en cas de maladie invalidante et quand elles se retrouveront à la retraite ? Le système UBER offre des services au rabais non seulement en payant ses « esclaves » au lance-pierre mais aussi en court-circuitant les assurances sociales. Qu'advient-il des assurances sociales si les contributeurs disparaissent alors que les bénéficiaires seront toujours plus nombreux ? Un élément essentiel du bon fonctionnement de la société suisse risque de s'affaiblir ou même de disparaître. Pour le moment on assiste passivement à cette évolution. Le PSD est d'avis qu'il faut s'attaquer à ce problème avant que des dégâts irréversibles ne s'accumulent. Pour cela, il faut des données crédibles et les communes sont aux premières lignes pour observer et suivre ce phénomène.

Dans un premier temps, il s'agit de savoir si la commune est en mesure de couvrir cet aspect de l'état de la société avec les outils de gestion disponibles.

Pour le groupe socialiste,

M. Ribeaud

Ribeaud
Schneid
Krawh
Grossed
H.
Grossed
B.
C.B.
H.B.